



COMMUNIQUE DE PRESSE

CGT Educ'action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 MONTREUIL cedex
Mel : unsen@ferc.cgt.fr - Site : www.unsen.cgt.fr

Contact Presse : Matthieu Brabant - 06 77 81 34 83

Dialogue social, dialogue de sourds ? Le paritarisme encore une fois foulé.

A partir de données chiffrées précises, une discussion sur la préparation de la rentrée 2016 était prévue lors du Comité Technique Ministériel du 17 décembre 2015.

Pour la CGT Educ'action, cela devait être l'occasion de faire une analyse fine de la situation dans l'Éducation nationale et de se projeter vers des créations nombreuses de moyens pour la future rentrée. Le ministère devait donc présenter aux organisations syndicales ses propositions de création ou suppression d'emplois et en débattre. C'est ce qu'on pourrait appeler « garantir le paritarisme et entretenir le dialogue social ».

Mais, jeudi 10 décembre 2015, avant même que les organisations n'aient eu connaissance des informations, la ministre de l'Éducation nationale a, une nouvelle fois, contourné les règles du paritarisme en diffusant sur son site et dans la presse les données concernant les personnels enseignant-e-s.

Cette décision est un mépris total pour les représentant-e-s des personnels et les personnels qui les ont élu-e-s. A quoi sert le CTM du 17 décembre si les mesures sont déjà prises ?

Depuis de nombreux mois déjà, le « dialogue social » au ministère de l'Éducation nationale connaît quelques ratés : transmission des documents à la dernière minute ou sur table, longues discussions aboutissant à des décisions prises au préalable sans tenir compte des avis syndicaux, mépris des votes en CTM ou en Conseil Supérieur de l'Éducation (CSE)... mais comment pourrait-il en être autrement puisque le Premier ministre, lui-même, joue le mauvais exemple en passant outre un accord non majoritaire sur le PPCR...

La CGT Educ'action demande à ce qu'un réel dialogue social soit instauré dans l'Éducation nationale. Elle n'est pas dupe du calendrier choisi pour la publication de ces informations. Après avoir reporté les opérations de carte scolaire au moment des élections départementales, le gouvernement choisit une nouvelle fois de bousculer le calendrier institutionnel en publiant ces chiffres dans l'entre-deux tours des élections régionales. Jouer un tel jeu politicien à quelques jours des élections régionales n'est pas digne. C'est la « démocratie sociale » qui en paie le prix.

Montreuil, le 11 décembre 2015